

PRÉFÈTE DE LA HAUTE-MARNE

Préfecture

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau de l'environnement, des installations
classées et des enquêtes publiques

Arrêté n° 52-2020-02-106 du 17 FEV. 2020

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société FE Saint-Julien
Commune de CHATEAUVILLAIN

Arrêté préfectoral de mise en demeure

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés de permis de construire délivrés le 4 juin 2014 pour la construction du parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS composé de 7 éoliennes d'une hauteur totale en bout de pale de 150 mètres ;

Vu les arrêtés de permis de construire modificatifs délivrés le 10 février 2016 pour la construction du parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS composé de 7 éoliennes d'une hauteur totale en bout de pale de 158,30 mètres ;

Vu la demande de bénéfice des droits acquis sollicitée par la société Innovent en date du 23 juin 2016 pour son parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2604 du 30 novembre 2016 portant prescriptions pour l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de CHATEAUVILLAIN par la société INNOVENT pour son parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS et actant le déplacement des éoliennes et l'augmentation de la hauteur totale des éoliennes en bout de pale à 158,30 mètres ;

Vu la lettre préfectorale du 5 octobre 2017 actant les modifications des conditions d'exploitation du parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS, à savoir le matériau des mâts des éoliennes (mâts en panneaux de bois) et la puissance unitaire des éoliennes (portée à 3 MW) ;

Vu la lettre préfectorale du 14 mai 2018 actant la scission du parc éolien autorisé par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 au profit de la société FE Sainte-Anne pour les éoliennes E3, E5 et E7 et de la société FE Saint-Julien pour les éoliennes E1, E2, E4 et E6 ;

Vu la lettre préfectorale du 21 décembre 2018 actant les modifications des conditions d'exploitation du parc FE Saint Julien, à savoir le matériau des mâts des éoliennes (mâts en acier) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 août 2019 suite à la visite sur site du 27 juin 2019 ;

Vu l'étude acoustique transmise par courrier électronique du 6 décembre 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 9 janvier 2020 ;

Vu les observations de l'ARS sur l'étude acoustique transmise par courrier électronique du 24 décembre 2019 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté de mise en demeure, qui a été porté à sa connaissance pendant un délai de 15 jours, par courrier en recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pu justifier de la conformité aux limites d'émergences sonores fixées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 lors de la visite d'inspection du 27 juin 2019, alors même que des plaintes d'habitants de la commune historique d'ESSEY-LES-PONTS ont été communiquées à l'autorité administrative ;

CONSIDÉRANT que l'étude acoustique transmise par l'exploitant le 6 décembre 2019 n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 ;

CONSIDÉRANT que l'étude transmise est jugée par l'ARS « extrêmement simpliste » et qu'il semble à l'ARS « indispensable qu'un vrai bureau d'études spécialisé dans ce type de mesures réalise une nouvelle étude et propose un plan de bridage adéquat » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant reconnaît, dans ses mails du 5 novembre et 6 décembre 2019, des dépassements des valeurs maximales d'émergence par vent d'Ouest et indique avoir mis en place un bridage acoustique, mais sans en apporter la justification ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prescrit :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions fixées par l'arrêté ministériel s'appliquant à son installation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département de Haute-Marne,

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La société FE SAINT-JULIEN, dont le siège social est situé 5 rue Horus, parc de la Haute-Borne, 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure, pour son site exploité sur le territoire de la commune de CHATEAUVILLAIN (commune historique d'ESSEY-LES-PONTS), de respecter sous un délai de trois mois :

– les articles 26, 28 et 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par courrier (25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex), soit par le biais de l'application Télérecours citoyens (www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 514-3.1 du même code :

– par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Marne pour une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de la commune de CHATEAUVILLAIN, à l'exploitant mis en demeure par la présente décision pour notification, et au Procureur de la République pour information.

La Préfète,



Élodie DEGIOVANNI